



Conseil économique et social

Distr. limitée
27 mars 2000
Français
Original : anglais

Reprise de la session d'organisation pour 2000

3 et 4 mai 2000

Point 4 de l'ordre du jour

Élections, présentation de candidatures et confirmation des candidatures

Nomination de cinq membres du Conseil d'administration de l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme

Note du Secrétaire général

Additif

1. Le 1er février 2000, le Secrétaire général a adressé à tous les États Membres une note verbale les informant que le Conseil économique et social devrait, à la reprise de sa session d'organisation pour 2000, nommer cinq candidats appelés à siéger au Conseil d'administration de l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme, lorsque le mandat de cinq de ses membres viendrait à expiration le 30 juin 2000. Dans cette note, le Secrétaire général demandait aux gouvernements de présenter les noms et curriculum vitae de leurs candidats le 3 mars 2000 au plus tard.

2. Conformément aux dispositions du statut de l'Institut, le Conseil d'administration se compose de 11 membres, désignés par les États et nommés par le Conseil économique et social, compte dûment tenu du principe d'une répartition géographique équitable. Les membres du Conseil siègent à titre individuel pour une durée de trois ans à compter de la date de leur nomination. Ils peuvent être reconduits dans leurs fonctions par le Conseil pour un second mandat. La composition actuelle du Conseil est indiquée à l'annexe I ci-dessous.

3. À sa première session ordinaire de 1983, le Conseil économique et social a décidé, sur la proposition du Président, de maintenir l'équilibre géographique de facto du Conseil d'administration, sans préjuger des décisions qu'il pourrait vouloir prendre ultérieurement quant à la composition et la répartition des sièges de cet organe (voir E/1983/SR.13). En conséquence, il faudrait, pour maintenir l'équilibre géographique existant, nommer aux postes qui deviendront vacants un membre de chacun des cinq groupes régionaux concernés.

4. Les candidates dont les noms suivent ont été désignées par leurs gouvernements respectifs en réponse à la note verbale du Secrétaire général (on trouvera leur notice biographique à l'annexe II) ci-dessous.

États d'Afrique

Boutheina **Gribaa** (Tunisie)

États d'Amérique latine et des Caraïbes

Pauline **Sukhai** (Guyana)

États d'Asie

Tahima **Hussain** (Bangladesh)

Amaryllis T. **Torres** (Philippines)*

États d'Europe occidentale et autres États

Antigoni **Karali-Dimitriadi** (Grèce)

États d'Europe orientale

Norica **Nicolai** (Roumanie)*

* Membre actuel du Conseil d'administration jusqu'à la fin de 2000, elle peut prétendre à un second mandat.

Annexe I

Conseil d'administration de l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme

(11 membres; mandat de trois ans)

Composition à partir du 1er juillet 1999

*Mandat venant
à expiration
le 30 juin*

Selma Acuner (Turquie)*	2000
Esther María Ashton (Bolivie)	2001
Zakia Amara Bouaziz (Tunisie)*	2000
Ana Maria Braga da Cruz (Portugal)	2002
Hanan El-Malki (République arabe syrienne).....	2002
Jane Nambakire Mulemwa (Ouganda).....	2002
Norica Nicolai (Roumanie)*	2000
Mamosebi Theresia Pholo (Lesotho)	2001
Glenda P. Simms (Jamaïque)*	2000
Amaryllis T. Torres (Philippines)*	2000
Cecilia Valcárcel Alcázar (Espagne).....	2001

* Membre dont le mandat arrive à expiration.

Annexe II

Notice biographique des candidats aux sièges de membres du Conseil d'administration de l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme

Tahima Hussain (Bangladesh)

Secrétaire au Ministère des affaires féminines et de l'enfance (première femme occupant un poste de ce type dans son pays). A également occupé des postes administratifs et des postes de direction de rang élevé au sein des Ministères de l'éducation, de l'action sociale, et de la santé et de l'action sociale en faveur de la famille. A régulièrement contribué et participé à l'élaboration ou à la mise en oeuvre de plusieurs programmes gouvernementaux importants axés sur les femmes rurales pauvres : vivres pour l'éducation, octroi de bourses aux étudiantes, maternité sans risques, soins obstétricaux d'urgence, entre autres. A présenté les succès remportés par son pays et les difficultés qu'il rencontre dans le domaine de la promotion de la femme lors de plusieurs conférences et réunions internationales, entre autres, la quatrième Conférence mondiale sur les femmes et la réunion régionale préparatoire « Beijing+5 » de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP). Conseillère auprès de la Women's Officers Association qui s'occupe principalement des problèmes, droits et privilèges propres aux fonctionnaires féminines. Exerçait précédemment la profession de médecin.

Pauline Sukhai (Guyana)

Présidente de la Commission nationale des femmes; députée (depuis 1993) et membre du Conseil des universités (depuis 1997); membre de la Commission des droits de l'enfant depuis 1987. Économiste de profession.

Antigoni Karali-Dimitriadi (Grèce)

Présidente du Conseil d'administration du Centre de recherche pour l'égalité entre les sexes (KETHI). Placé sous la tutelle du Ministère de l'intérieur, le Centre a pour vocation première de promouvoir l'égalité entre les sexes dans tous les aspects de la vie politique, économique et sociale. Est membre des comités consultatif et financier (fonds structurels) pour les questions relatives aux femmes, qui sont rattachés à la cinquième Direction de l'Union européenne (Bruxelles); et de la Commission du Ministère des affaires étrangères – Pacte de stabilité : Groupe d'étude sur l'égalité entre les sexes. Représente le Ministère grec des affaires étrangères auprès de l'Organisation des Nations Unies pour la Commission de la condition de la femme et le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes. Est également membre de l'Association politique des femmes grecques; et de la section grecque de l'organisation féminine Action des femmes en faveur de la paix (WINPEACE). Membre fondateur de l'Institut d'études des femmes de la Méditerranée et de l'Union des femmes de Grèce (EGE), la plus grande et la plus ancienne organisation non gouvernementale établie en Grèce. A une vaste expérience des campagnes politiques et commerciales dans les secteurs tant public que privé.

Amaryllis T. Torres (Philippines)

Professeur de développement communautaire au College of Social Work and Community Development de l'Université des Philippines. A exercé notamment les fonctions suivantes : professeur invité à l'Institute for Gender Studies de l'Université d'Ochanomizu (Japon); Vice-Rectrice de l'Université des Philippines, chargée des affaires universitaires; Directrice de l'Office of Research Coordination de l'Université des Philippines; Directrice exécutive de la Fondation Participatory Research, Organization of Communities and Education Towards Struggle for Self-Reliance (PROCESS). A été fréquemment consultée sur les questions de parité entre les sexes, entre autres, dans le cadre d'un projet visant à organiser des réunions d'information sur ces questions pour les lieux de dialogue sur la coopération économique Asie-Pacifique; en tant que membre de l'équipe chargée de l'évaluation des résultats pour le deuxième programme de renforcement des institutions de la Commission nationale sur le rôle des femmes philippines de l'Agence canadienne de développement international (ACDI); en tant que consultante auprès du bureau de l'ACDI à Manille pour l'élaboration d'une stratégie de promotion de la parité entre les sexes adaptée aux Philippines; et dans le cadre du programme en faveur des femmes de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) pour évaluer l'application de la déclaration sur la promotion de la femme dans les pays de l'ANASE à Jakarta (Indonésie). Membre de la Commission nationale pour l'UNESCO (Committee on Social and Human Sciences), où elle a exercé les fonctions de président pendant un an. Préside depuis 1990 le section philippine de la Société internationale pour le développement international. Parmi les ouvrages récemment publiés, on peut citer : *Sisters Under Patriarchy: Interconnections in the Lives of Filipino and Japanese Women* (monographie); « Reflections on the sun on a pearl: gendered lives of Filipino and Japanese Women » (conférence publique); « Developing women as human resources for trade liberalization and economic cooperation » (document d'orientation). Élabore actuellement un manuel sur la planification pour le renforcement du pouvoir d'action des femmes, dans lequel sont définies des approches pour la prise en compte de leurs besoins et de leurs préoccupations (« Planning for the empowerment of women: approaches to gender-responsive planning »).

Norica Nicolai (Roumanie)

Secrétaire d'État chargée du marché du travail et de la politique des salaires et coordonnatrice pour l'égalisation des chances sur le marché de l'emploi au Ministère du travail et de la protection sociale. Coordonnatrice nationale du programme à moyen terme de l'Union européenne (UE) sur l'égalité des chances pour les hommes et les femmes. A représenté son pays dans des réunions telles que la réunion régionale préparatoire consacrée à l'évaluation du Programme d'action de Beijing; la Conférence de l'Organisation internationale du Travail (OIT) sur l'emploi, le travail et la politique sociale; la Conférence du Conseil de l'Europe sur l'approche intégrée de l'égalité entre les femmes et les hommes : une chance pour le XXI^e siècle; la violence contre les femmes : moyens permettant d'éliminer la violence exercée contre les femmes au sein de l'UE. Est titulaire d'un doctorat en droit pénal, a enseigné à l'Université de Bucarest et à l'Académie roumaine de gestion.

Boutheina Gribaa (Tunisie)

Directrice générale du Centre de recherche, d'étude, de documentation et d'information sur les femmes (CREDIF). A précédemment occupé des postes divers au sein du Ministère de l'information, du Ministère des affaires sociales et du Secrétariat d'État aux femmes et à la famille. A été pendant plusieurs années membre du personnel du Centre de la femme arabe pour la formation et la recherche (CAWTAR). Est membre de l'Union de la femme tunisienne (UNFT), de l'Association tunisienne des villages d'enfants SOS (ATVESOS) et de l'Association d'amitié Tunisie-Japon. Auteur de plusieurs éditoriaux et articles pour la publication périodique *Femme* et co-auteur d'une étude sur les droits des femmes tunisiennes et des conseils municipaux. A siégé au Comité directeur pour deux projets de l'UNFT exécutés en collaboration avec l'Agency for International Development des États-Unis (USAID), concernant le rôle de la femme dans la société tunisienne et la sensibilisation des femmes à l'importance des élections municipales.
